



**RAPPORT FINANCIER  
SEMESTRIEL**

**30 Juin 2022**

# SOMMAIRE

<b>ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....</b>	<b>3</b>
<b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE.....</b>	<b>14</b>
<b>COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS.....</b>	<b>18</b>



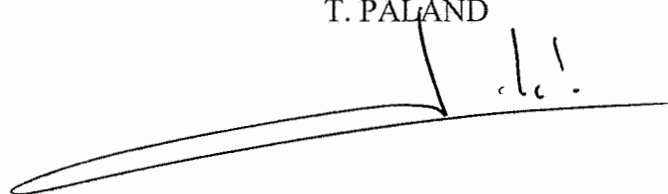
**ATTESTATION DU RAPPORT  
FINANCIER SEMESTRIEL**

**30 Juin 2022**

## Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi que d'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 29 juillet 2022  
Le Directeur Général  
T. PALAND

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'T. PALAND', is written over a horizontal line. The signature is stylized and includes a small mark resembling a checkmark or a flourish.



# **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ**

**30 Juin 2022**

**RAPPORT D'ACTIVITE  
CONSEIL D'ADMINISTRATION DIAC  
DU 29 JUILLET 2022**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU 29 JUILLET 2022**

**SOMMAIRE**

1. FAITS MARQUANTS
2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2022
3. RESULTATS GROUPE DIAC
4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION  
POUR LE SECOND SEMESTRE

Les données comparatives au 30 juin 2022 s'entendent par rapport au 30 juin 2021 et portent sur une période de 6 mois.

# 1. FAITS MARQUANTS

- Le premier semestre 2022 est impacté par la crise d'approvisionnement en composants électroniques, qui impacte les fabrications et donc allonge les délais de livraison des véhicules.
- Le MTM s'affiche en net retrait, -210.052 véhicules par rapport au premier semestre 2021
- Retrait du nombre de dossiers VN/VO qui atteint 188.441 unités, en retrait de -10,1% :
  - Retrait des immatriculations de l'Alliance (-15,4%),
  - Progression de la performance commerciale VN (+1,4pt de TI VN à 51,7%),
  - Léger retrait de la performance commerciale VO (-1.166 dossiers, soit -2,1%)
- Hausse de la « marge acquise complète 2.0 » à 183,4 Meur (+15,2Meur).
- Retrait de -19,2 Meur du résultat avant impôts du Groupe Diac à 74,5 Meur à fin juin 2022



## 2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2021

### Les immatriculations

Le marché automobile toutes marques s'inscrit en retrait de +18,0% par rapport à fin juin 2021, avec 0,956 millions de véhicules vendus.

Dans ce contexte, Renault atteint un volume de 176.322 immatriculations, en retrait de -21,3% et une part de marché VP+VU en baisse de 0,8 points à 18,5%.

Les ventes de Dacia représentent 65.257 immatriculations, en hausse de +2,5% par rapport à l'année dernière. La part de marché augmente de +1,4 point à 6,8%.

Enfin, 17.371 véhicules Nissan ont été immatriculés depuis le début de l'année, en retrait de -6,5% par rapport à l'année dernière. La part de marché de la marque progresse de +0,2 point à 1,8%.

### L'activité du Groupe Diac

Le Groupe Diac a réalisé 188.441 nouveaux dossiers sur le 1<sup>er</sup> semestre 2022, contre 209.593 sur le 1<sup>er</sup> semestre 2021. La performance commerciale du Groupe Diac progresse à fin juin 2022, la pénétration VN toutes marques s'établissant à 51,7% (contre 50,3% à fin juin 2021).

Les montants financés s'élèvent à 2,67Geur contre 2,91Geur au 30 juin 2021 (soit -8,4%), sous l'effet principalement du retrait des immatriculations.

La marge acquise complète 2.0 avant VME rebate Renault Dacia s'établit à 183,4Meur en hausse de +15,2 Meur, soit +9,1%.

#### ▪ En VN Renault,

Le nombre de dossiers financés s'inscrit à 92.422, en retrait de -19,8% par rapport à 2021. Le taux de pénétration sur immatriculations Renault s'établit à 52,4%, en hausse de +0,9 pt par rapport au premier semestre 2021.

- DIAC : 53.120 dossiers contre 53.537 au 1<sup>er</sup> semestre 2021
- DIAC LOCATION : 39.302 dossiers contre 61.763 au 1<sup>er</sup> semestre 2021

▪ L'activité VN Dacia est en hausse de +11,5%, portée par la croissance des immatriculations mais aussi en raison de la progression de +4,1pts du taux d'intervention VN à 50,9% à fin juin 2022.

▪ En VN Nissan, les dossiers de financement s'inscrivent en léger retrait (-653 dossiers VN, -7,4%) sous l'effet conjugué du retrait des immatriculations (-6,5%) et d'un léger retrait de -0,5pt du taux d'intervention VN à 47,1%, contre 47,6% à fin juin 2021.

- **L'activité VO** est en léger retrait de -2,1% et atteint 54.480 dossiers réglés, contre 55 646 dossiers réglés au 1<sup>er</sup> semestre 2021.
  
- Les **financements aux réseaux** affichent un encours productif moyen de 2,31Geur, en baisse de -730,2Meur par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2021.

### 3. RESULTATS

#### Groupe Diac – Présentation financière

Le résultat avant impôts du Groupe Diac s'établit à fin juin 2022 à 74,5Meur, en retrait de -19,24Meur par rapport à fin juin 2021. Cette évolution s'explique par :

▪ **Une marge brute hors services en hausse de +3,6Meur :**

Essentiellement :

- Progression de la MBF de l'activité clientèle de +6,7Meur, notamment sur Diac Loc, avec une nette amélioration de la charge de refinancement
- Une moindre facturation de Frais de remise en état vs 2021, soit -1,3 Meur
- Un retrait de la MBHS de l'activité réseau de -4,5Meur, lié à la baisse de l'encours Réseau (mais progression en % de l'encours)
- La mise à jour des Titres de participation Diac +3,7Meur (Produit de +2,1Meur vs une charge de -1,6Meur en 2021)

▪ **Une progression de 13,8Meur de la marge sur services :**

Essentiellement :

- Une progression des commissions d'assurance perçues : +3,2Meur
- La comptabilisation de PB à hauteur de +15,7Meur, contre 4,3Meur à fin juin 2021 (et 16,3Meur au total sur l'année 2021, soit -0,6Meur)
- Un léger retrait de la marge sur entretien et autres services : -0,7Meur

▪ **Des autres produits et charges bancaires en progression de +4,9Meur :**

Essentiellement :

- L'écart s'explique principalement par la dotation en 2021 d'une provision complémentaire des indemnités de résiliation des dossiers au contentieux : charge de -8,4Meur en 2021 contre -2,8Meur en 2022

▪ **Des coûts de distribution en évolution défavorable de -9,8Meur :**

Essentiellement :

- Une hausse des coûts de distribution étalés liés à l'augmentation des encours et à l'amélioration de la performance commerciale.
- Progression des CDD étalés -5,3 M€ liée à l'augmentation des encours et à l'amélioration de la performance commerciale ces dernières années.
- Augmentation des CDD non étalables de -4,5 M€, dont -5,5Meur de charge au titre de l'accord de marge (rétrocession au constructeur)

▪ **Un coût du risque clientèle en dégradation de -23,1 Meur**

A noter notamment

- Actualisation de la LGD : -49,9 Meur (dégradation de la LGD en 2022 : -41,3 Meur vs une amélioration en 2021 : +8,6 Meur)
- Effet PD @ -7,1Meur : Légère dégradation de la PD en 2022 (-0,8 Meur) contre une nette amélioration en 2021 (+6,3Meur)
- Un effet mix encours B2/B3 moins favorable en 2022 vs 2021, expliquant un écart de -5Meur
- Effet favorable des Expertises Individuelles +15,1 Meur (reprise de +11,6 Meur vs une dotation de -3,5 Meur en 2021)
- Reprise de +8,8 Meur des provisions Sectorielles en 2022
- Moindre dotation au titre du FWL statistique : +1,7 Meur (charge de -4 Meur en 2022 vs -5,7 Meur)
- Une provision NDOD de -10,1Meur avait été dotée en 2021 (et reprise sur S2 2021)
- Pertes Comptabilisées en baisse : +3 Meur

▪ **Un cout du risque de l'activité de Financement réseaux présentant un effet défavorable de -2,3Meur :**

Un cout du risque qui reste faible dans un contexte de baisse d'encours moyen, et un pic de facturation à fin juin 2022.

À noter une charge au titre du Forward looking de -750Keur sur 2022, vs un produit de 333Keur en 2021.

▪ **Des frais de fonctionnement en évolution favorable de +5,7Meur**

Cette évolution s'explique principalement par une augmentation des frais de personnel (-4,8Meur) qui est plus que compensée par la baisse des frais administratifs (moins frais Frais IT et frais de Siège restant à la charge de Diac).

▪ **La constatation d'une charge de -12,0 Meur en APCE**

Cette charge correspond à la dotation au titre du nouveau programme de dispense d'activité mise en place par Diac (-8,5Meur) ainsi qu'à la révision des hypothèses du programme lancé en 2019 (-3,5Meur)

## **4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION DU SECOND SEMESTRE**

Le premier semestre 2022 a été marqué par un retrait du Marché Toutes Marques et par le retrait des immatriculations de la marque Renault, pour laquelle une nette progression est attendue sur le deuxième semestre.

Dans un contexte économique incertain, l'intégration marketing à nos constructeurs sera fondamentale afin de poursuivre la mise en place d'actions promotionnelles sur les véhicules neufs et d'occasion sur les cibles particuliers et artisans commerçants, mais aussi de continuer d'améliorer la performance sur les services associés aux financements.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES  
AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE  
SEMESTRIELLE**

**30 Juin 2022**

**mazars**

Tour Exaltis  
61, rue Henri Regnault  
92075 Paris La Défense Cedex

**KPMG**

Tour EQHO - 2 Avenue Gambetta - CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

**DIAC S.A.**

## Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 30 juin 2022

Mazars  
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à  
directoire et conseil de surveillance  
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

KPMG S.A.  
Société anonyme d'expertise comptable et de  
commissariat aux comptes  
Capital de 5 407 100 euros – RCS Nanterre 775 726 417

## **DIAC S.A.**

Société anonyme au capital social de 415 100 500 euros

14 avenue du Pavé Neuf, 93160 Noisy-le-Grand

RCS : Bobigny 702 002 221

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 30 juin 2022

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DIAC S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## **Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.



## Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 29 juillet 2022

KPMG S.A.

Paris La Défense, le 29 juillet 2022

DocuSigned by:  
  
65239A6437884C1...

Anne Veaute

Associée

DocuSigned by:  
  
7DCE8BF2964846F...

Ulrich Sarfati

Associé



# **COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS**

**30 Juin 2022**

## SOMMAIRE

<b>BILAN ET COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>20</b>
<b>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES .....</b>	<b>22</b>
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES .....</b>	<b>23</b>
<b>ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES .....</b>	<b>24</b>
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS .....	24
2. FAITS MARQUANTS.....	24
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES .....	29
4. ADAPTATION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	30
5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	32

**BILAN CONSOLIDE**

<b>ACTIF - En millions d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>06/2022</b>	<b>12/2021</b>
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	2	4 210	4 287
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	3 et 4	15 583	14 937
Actifs d'impôts courants	5	3	3
Actifs d'impôts différés	5	1	3
Créances fiscales hors impôts courants	5	56	30
Comptes de régularisation et actifs divers	5	539	419
Opérations de location opérationnelle	3 et 4	494	534
Immobilisations corporelles et incorporelles		17	18
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>20 903</b>	<b>20 231</b>

<b>PASSIF - En millions d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>06/2022</b>	<b>12/2021</b>
Dettes envers les établissements de crédit	6.1	12 978	12 300
Dettes envers la clientèle	6.2	82	82
Dettes représentées par un titre	6.3	4 217	4 175
Passifs d'impôts courants	7	9	4
Passifs d'impôts différés	7	503	495
Dettes fiscales hors impôts courants	7	4	3
Comptes de régularisation et passifs divers	7	512	622
Provisions	8	62	59
Dettes subordonnées	10	15	17
Capitaux propres		2 521	2 474
- Dont capitaux propres part du groupe		2 521	2 474
<i>Capital souscrit et réserves liées</i>		415	415
<i>Réserves consolidées et autres</i>		2 067	1 952
<i>Gains ou pertes latents</i>		(2)	(8)
<i>Résultat de l'exercice</i>		41	115
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>20 903</b>	<b>20 231</b>

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2022	06/2021 Retraité*	12/2021
Intérêts et produits assimilés	16	213	215	430
Intérêts et charges assimilées	17	(100)	(104)	(197)
Commissions (Produits)	18	186	173	348
Commissions (Charges)	18	(94)	(95)	(186)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		2	(2)	(3)
Produits des autres activités	19	93	110	220
Charges des autres activités	19	(89)	(106)	(217)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>211</b>	<b>191</b>	<b>395</b>
Charges générales d'exploitation	20	(96)	(88)	(163)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3)	(3)	(7)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>112</b>	<b>100</b>	<b>225</b>
Coût du risque	21	(38)	(14)	(16)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>74</b>	<b>86</b>	<b>209</b>
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>		<b>74</b>	<b>86</b>	<b>209</b>
Impôts sur les bénéfices	22	(33)	(42)	(94)
<b>RESULTAT NET</b>		<b>41</b>	<b>44</b>	<b>115</b>
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle				
Dont part des actionnaires de la société mère		41	44	115
Résultat net par action (1) et en euros		0,42	0,46	1,19
Résultat net dilué par action et en euros		0,42	0,46	1,19

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

\* Les comptes de juin 2021 ont fait l'objet d'un retraitement dont le détail est présenté en faits marquants de l'exercice.

## ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2022	06/2021 Retraité*	12/2021
<b>RESULTAT NET</b>	<b>41</b>	<b>44</b>	<b>115</b>
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	6		2
<b>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</b>	<b>6</b>		<b>2</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>6</b>		<b>2</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>47</b>	<b>44</b>	<b>117</b>
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle			
Dont part des actionnaires de la société mère	47	44	117

\* Les comptes de juin 2021 ont fait l'objet d'un retraitement dont le détail est présenté en faits marquants de l'exercice.

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En millions d'euros	Capital  (1)	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Gains ou pertes latents ou différés	Résultat net  (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres  (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres  (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2020*</b>	<b>415</b>		<b>1 882</b>		<b>(10)</b>	<b>139</b>	<b>2 426</b>		<b>2 426</b>
Affectation du résultat de l'exercice précédent			139			(139)			
<b>Capitaux propres au 1 janvier 2021*</b>	<b>415</b>		<b>2 021</b>		<b>(10)</b>		<b>2 426</b>		<b>2 426</b>
Résultat de la période avant affectation						44	44		44
<b>Résultat global de la période</b>						<b>44</b>	<b>44</b>		<b>44</b>
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(1)				(1)		(1)
Distribution de la période			(69)				(69)		(69)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2021*</b>	<b>415</b>		<b>1 951</b>		<b>(10)</b>	<b>44</b>	<b>2 400</b>		<b>2 400</b>
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					2		2		2
Résultat de la période avant affectation						71	71		71
<b>Résultat global de la période</b>					<b>2</b>	<b>71</b>	<b>73</b>		<b>73</b>
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			1				1		1
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2021</b>	<b>415</b>		<b>1 952</b>		<b>(8)</b>	<b>115</b>	<b>2 474</b>		<b>2 474</b>
Affectation du résultat de l'exercice précédent			115			(115)			
<b>Capitaux propres au 1 janvier 2022</b>	<b>415</b>		<b>2 067</b>		<b>(8)</b>		<b>2 474</b>		<b>2 474</b>
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					6		6		6
Résultat de la période avant affectation						41	41		41
<b>Résultat global de la période</b>					<b>6</b>	<b>41</b>	<b>47</b>		<b>47</b>
<b>Capitaux propres au 30 juin 2022</b>	<b>415</b>		<b>2 067</b>		<b>(2)</b>	<b>41</b>	<b>2 521</b>		<b>2 521</b>

(1) A fin juin 2022, le capital social de DIAC S.A. de 415 100 500 euros est composé de 96 535 000 actions de 4,30 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque S.A.

\* Les comptes de 2020 et de juin 2021 ont fait l'objet d'un retraitement dont le détail est présenté en faits marquants de l'exercice.

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES**

En millions d'euros	06/2022	06/2021 Retraité*	12/2021
<b>Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère</b>	<b>41</b>	<b>44</b>	<b>115</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3	3	7
Dotations nettes aux provisions	36	(12)	(34)
Produits et charges d'impôts différés	9	21	53
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(2)	2	4
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>87</b>	<b>58</b>	<b>145</b>
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(175)	(409)	(153)
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements</b>	<b>(129)</b>	<b>(395)</b>	<b>(123)</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	796	(390)	(987)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	90	(117)	(147)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	706	(273)	(840)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(632)	173	638
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(634)	148	635
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	2	25	3
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(32)	233	273
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	44	159	201
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(76)	74	72
<b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>132</b>	<b>16</b>	<b>(76)</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>44</b>	<b>(335)</b>	<b>(84)</b>
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(3)	(2)	(3)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>(3)</b>	<b>(2)</b>	<b>(3)</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(69)	(69)
- Dividendes versés		(69)	(69)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</b>		<b>(69)</b>	<b>(69)</b>
<b>Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)</b>		<b>1</b>	<b>(1)</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)</b>	<b>41</b>	<b>(405)</b>	<b>(157)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	(27)	130	130
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(27)	130	130
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	14	(275)	(27)
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	399	330	387
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(385)	(605)	(414)
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>41</b>	<b>(405)</b>	<b>(157)</b>

La ligne « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est composée d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 2 et 6.1.

\* Les comptes de juin 2021 ont fait l'objet d'un retraitement dont le détail est présenté en faits marquants de l'exercice.

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

DIAC S.A., société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 415 100 500 euros entièrement libérés, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A. est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX.

DIAC S.A. a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance Renault - Nissan.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe DIAC S.A. au 30 juin 2022 portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

### 1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés condensés semestriels du groupe DIAC au 30 juin 2022 seront arrêtés par le Conseil d'Administration du 29 juillet 2022.

Pour mémoire, les comptes consolidés du groupe DIAC, pour l'année 2021, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 Mars 2022 et présentés pour approbation à l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 mai 2022.

### 2. FAITS MARQUANTS

#### Guerre en Ukraine

DIAC n'a aucun lien économique avec la Russie ou avec l'Ukraine.

#### Nouvelles émissions de Fonds communs de titrisation :

Sur le marché de la titrisation le Groupe a placé courant mai une opération pour environ 700 millions d'euros adossés à des prêts automobiles accordés par sa filiale française DIAC (dont 650 millions d'euros de titres senior et environ 50 millions d'euros de titres subordonnés).

#### Corrections d'erreurs

Au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2021, le Groupe DIAC a corrigé une erreur de calcul dans la détermination des avoirs à établir sur les intérêts liés aux contrats clôturés de location financière. Cette correction a généré une perte globale avant impôt sur exercice antérieurs de 28 M€, dont une perte de 8 M€ au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2021 et un profit de 3M€ au titre du 2<sup>ème</sup> semestre 2021 et 23 M€ sur les exercices avant 2021, présente dans l'agrégat opération avec la clientèle.

Cette erreur a été imputée sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2021 à hauteur de 16 M€ après prise en compte de 7 M€ d'impôts différés.

Cette erreur a été incorporée dans les états financiers du groupe DIAC en colonne « Retraités 30/06/2021 » et dont les principales variations sont exposées ci-après.

D'une façon plus précise, les comptes retraités au 30/06/2021, font apparaître les variations suivantes :



Nature de la variation	N° Note	Retraité 1/1/2021	Publiés 30/06/2021 (1)	Retraités 30/06/2021 (2)	Variations (2-1)
Réserves consolidées (Part de la correction après impôt sur les années 2020 et antérieures)	Var Cap	- 1882	- 1 967	-1 951	+16
<b>Résultat net de l'année (Part de la correction après impôt sur l'année)</b>	<b>Var Cap</b>	<b>-139</b>	<b>-50</b>	<b>-44</b>	<b>6</b>

Intérêts et produits assimilés (impact de la correction sur les loyers)	16		223	215	-8
Impôts sur les bénéfices (impact de la correction sur les impôts 2021)	22		-44	-42	2
<b>Résultat net de l'année</b>			<b>50</b>	<b>44</b>	<b>-6</b>

Les autres postes du bilan ou du compte de résultat au 30/06/2021 non mentionnés ci-dessus ne sont pas impactés par ses corrections.

Cette correction d'erreur s'impute de la même façon sur le résultat de base et le résultat dilué.

#### **Crise sanitaire Covid-19 :**

Les moratoires « Covid-19 » ont été appliqués dans le cadre des définitions de l'EBA. Depuis juin 2021, DIAC n'a plus d'encours soumis à des moratoires actifs.

**A noter** : Le groupe DIAC n'est pas concerné par l'octroi de prêts garantis par l'État (PGE).

Le contexte économique restant incertain, l'approche prudente retenue fin 2021 a été conservée.

- sur les critères de reclassement de certaines créances au bucket 2 (créances dégradées depuis l'origination).

Il s'agit d'ajustement hors modèle, concernant principalement a) des expositions corporate hors réseau sur lesquelles une revue individuelle est réalisée régulièrement, et b) des clients sous moratoires expirés.

- dans le provisionnement des mêmes créances ; il s'agit d'ajustement hors modèle (essentiellement sur les moratoires expirés lorsque des signes d'un possible dégradation sont identifiés).

Concernant les ajustements sur les expositions Corporate faisant l'objet de revues individuelles, une reprise significative a été effectuée pour 12M€ due à une baisse du risque estimé sur ces contreparties.

Par ailleurs, de la même manière qu'au 31 décembre 2021, l'estimation de la provision forward-looking a été complétée sur des segments de clientèle jugés plus particulièrement impactés par la crise. En l'absence de retards de paiement matérialisé, les segments concernés ont été maintenus dans leur bucket d'origine. Il s'agit de l'ensemble des expositions Corporate sur des clients opérant dans des secteurs d'activité particulièrement affectés par la crise mais pour lesquels une analyse individuelle n'était pas envisageable. Les encours concernés s'élèvent à 421M€. Là aussi l'ajustement réalisé a consisté à porter le taux de provisionnement au taux constaté sur les encours des mêmes segments comptabilisés en bucket 2.

Sur l'activité clientèle, le taux de provisionnement des buckets 2 se dégrade légèrement de 4,4 % à 4,5 % sous l'effet défavorable du paramètre LGD en partie compensé par une amélioration du paramètre PD, tandis que le taux de provisionnement des buckets 3 passe de 51,8 % à 59,3 % entre fin 2021 et fin juin 2022, sous l'effet du paramètre LGD. Quant au taux de provisionnement du bucket 1, il passe de 0,4% à 0,5% entre fin 2021 et fin juin 2022.

#### **Coût du risque :**

La norme IFRS 9 introduit dans le calcul des pertes attendues liées au risque de crédit (ECL) la notion de forward-looking. À travers cette notion, de nouvelles exigences en termes de suivi et de mesure du risque de crédit sont

introduites avec le recours à des données prospectives, notamment de type macro-économique. Les principes de calcul des provisions pour risque de crédit sont décrits dans les comptes annuels 2021.

Le total coût du risque à fin juin 2022 s'établit à 38 M€ (0,63% des actifs productifs moyens APM) dont 37 M€ sur les financements clientèle (0,61% des APM) et 1 M€ sur les financements réseau (0,02%APM).

En comparaison avec le premier semestre 2021 (coût du risque 14 M€ 0,26% APM), le total coût du risque à fin juin 2022 a augmenté (charge de risque) de 21 M€. Cette évolution s'explique principalement par :

- Une augmentation sur les 6 premiers mois 2022, des dépréciations pour les créances avec la clientèle (note 4) de 26 M€ contre une baisse de 8 M€ sur les 6 premiers mois de l'année 2021. Cet écart s'explique principalement par :
  - la variation du taux de couverture sur les créances dépréciées : en juin 2021 le taux de couverture global est stable par rapport à décembre 2020 (2,0%) alors qu'en juin 2022 il augmente de 9 points de base (2,07 % à fin juin 2022 contre 1,98% à fin juin 2021).
  - la variation des encours à la clientèle augmente sur les 6 premiers mois de l'année 2022 de 195 M€ contre une hausse des encours sur la même période 2021 de 108 M€.
- L'augmentation du taux de couverture global est principalement liée à la mise à jour des paramètres de calcul IFRS9 et plus particulièrement de la Loss Given Default. En juin 2021, la LGD reflétait des performances de recouvrement « exceptionnelles » consécutives à la sortie de la crise Covid-19 fin 2020. En juin 2022, la LGD prenait en compte des performances de recouvrement moyennes sans élément exceptionnel.

Sur le réseau de concessionnaires, le coût du risque est constitué d'une dotation de provisions pour dépréciation de 1M€ par rapport à décembre 2021.

L'ajustement « forward-looking » compris dans ces chiffres intègre une composante macro-économique et une composante collective.

Sur la clientèle l'ajustement « forward-looking » est en reprise de 4,8 M€, :

- 4 M€ d'augmentation au titre de la mise à jour de la composante macro-économique dans laquelle la pondération du scénario adverse a été augmenté.
- 8,8 M€ de reprise au titre de la provision collective sur les acteurs économiques dont les secteurs sont les plus touchés par la crise du Covid-19.

Sur le réseau l'ajustement « forward-looking » est en dotation de 0,8 M€.

La proportion de créances en défaut est à 2,76% en fin juin 2022 contre 2,87% à décembre 2021.

La ventilation des opérations avec la clientèle et les provisions associées à chaque classe IFRS 9 sont détaillées en notes 4 et 21.

### **Hypothèses significatives pour les calculs de pertes attendues IFRS 9 :**

Elles sont proches de celles retenues au cours de l'exercice 2021, auxquelles s'ajoutent l'effet défavorable prévisible sur le montant des provisions de l'application de la nouvelle définition du défaut.

#### **- Forward-looking**

La provision «forward-looking » est composée d'une provision statistique et d'une provision d'expertise sectorielle.

La provision statistique est basée sur 3 scénarios :

- « Stability » : qui prévoit une stabilité pendant 3 ans des paramètres de provisions des pertes attendues (ECL : Expected Credit Losses), sur la base des derniers paramètres de risque disponibles ;
- « Baseline » : Scénario le plus optimiste qui utilise les paramètres des stress tests de la Banque Centrale Européenne (BCE) de février 2021 et qui permet de stresser les PD et LGD ;
- « Adverse » : Scénario le moins optimiste, qui découle également des stress tests de la BCE pour la partie retail et des données historiques internes pour l'activité réseau.

Les scénarios sont ensuite pondérés pour tenir compte des projections macro-économiques (PIB, Taux de chômage...) et ainsi obtenir un forward-looking statistique qui est obtenu par différence avec les provisions comptables IFRS 9.

Depuis la crise du Covid-19, le forward-looking intègre également une provision sectorielle et a donc 2

composantes, une provision statistique et une provision sectorielle. Le calcul est réalisé après retraitement dans la provision statistique des provisions sectorielles pour ne pas avoir de doubles provisions sur les encours.

- **Forward-looking - Approche sectorielle**

Actualisation de l'approche sectorielle qui a conduit à identifier de nouveaux segments. D'une part de nouveaux segments ont été ajoutés suite à la note de l'INSEE et d'autres ont été retirés. D'autre part, le forward-looking sectoriel regroupe les particuliers travaillant pour un employeur se situant dans des secteurs à risque.

Les principaux secteurs d'activité touchés par la crise Covid-19 (hôtellerie, restauration, transport de passagers, etc.) ont fait l'objet d'une couverture additionnelle en appliquant le taux de couverture des encours B2, aux expositions B1, comme à fin 2020. Ils ont été ponctuellement complétés de quelques secteurs propres. La provision au bilan résultant de cet ajustement représente 11,8 M€ à fin juin 2022 contre 20,6 M€ à fin décembre 2021.

- **Forward-looking - Approche statistique**

Le conflit en Ukraine a assombri les projections de reprises économiques dans beaucoup de pays du fait des perturbations des chaînes logistiques et de l'évolution du prix de certaines matières premières. Ainsi par rapport aux pondérations du 31 décembre 2021, le groupe DIAC a ainsi décidé d'augmenter le poids du scénario « adverse » et de réduire la dispersion.

Le scénario Adverse a été augmenté de 5 points afin de prendre en compte la dégradation des perspectives économiques de l'OCDE entre le mois de décembre 2021 et juin 2022.

Suite à ces changements de pondérations, la provision de forward-looking statistique s'établit à 32,8 MEUR contre 28,1 MEUR en décembre 2021.

- **Sensibilité du forward-looking statistique :**

L'application d'une pondération de 100% au scénario stabilité reviendrait à calculer les ECL sans application de stress et conduirait à une réduction de la provision forward-looking statistique de 32,8 M€.

L'application d'une pondération de 100% au scénario baseline conduirait à une réduction de 0,9 M€ la provision forward-looking statistique.

L'application d'une pondération de 100% au scénario adverse conduirait à une augmentation de 92,3 M€ la provision forward-looking statistique.

- **La provision statistique et sectorielle s'établit à 44,6 MEUR contre 48,6 MEUR en décembre 2021**

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 06/2022
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
Groupe DIAC	20,2	7,5	6,2	10,4	0,3	0	44,6

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 12/2021
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
Groupe DIAC	27,3	5,8	5,6	9,5	0,4	0	48,6

**Provisions d'expertise (ajustements complémentaires hors modèle)**

Un ajustement d'expert des provisions peut être éventuellement apporté au niveau local en cas de nécessité. L'expert peut ajuster l'allocation dans les buckets 1 et 2 d'une exposition ainsi que l'ECL calculée s'il a des informations complémentaires. Ces ajustements doivent être justifiés et sont classés en six catégories : Moratoires / Clients fragiles, Fraudes, Rentacar / Short Term Renting, Individual, Risk Parameters, Others.

Moratoires / Clients fragiles

Selon les modalités d'octroi de moratoires Covid-19 applicables à chaque pays, un complément de provision a été appliqué sur les expositions en ayant bénéficié au cours de 2020-2021, que ces expositions aient été déclassées ou non en forbearance. La méthode a consisté notamment à évaluer le risque sur ces portefeuilles compte tenu de données externes et / ou avec un recul suffisant sur le comportement des expositions depuis la sortie de moratoire.

### Fraudes

La couverture des expositions identifiées comme fraudes a été ajustée en 2022 avec une reprise de provision de 0,3 M€, résultant des passages en perte et de la maturation des contrats en défaut.

### Rentacar / Short Term Renting

Il s'agit d'expertises liées aux sociétés de location courte durée. Le stock de cette expertise représente 2,0 M€ à fin juin 2022.

### Individual

En cas d'ajustement hors modèle faisant suite à une revue individuelle de contreparties corporate (hors réseau), l'exposition saine est déclassée en B2.

L'application de la forbearance ne doit pas conduire à un déclassement systématique d'un bucket à un autre (et notamment du bucket 1 au bucket 2) mais il doit faire l'objet d'une analyse (sur base individuelle ou collective) des contreparties pour déterminer celles qui subissent une véritable dégradation de leur risque de crédit sur la durée de vie de l'actif de celles qui ne rencontrent que des « problèmes de liquidités temporaires ».

Ces expertises sont appliquées lors de revues individuelles d'entreprises réalisées à partir d'un seuil minimum d'encours. Elles représentent 12,1 M€ à fin juin 2022, en reprise de 10,8 M€ par rapport à fin décembre 2021. Cette reprise s'explique par l'amélioration des indicateurs financiers des entreprises soumises à revue individuelle.

### Risk Parameters

Ces expertises sont réalisées afin de couvrir des biais ou incertitudes sur les paramètres de risque. Elles peuvent également être appliquées pour anticiper des évolutions de paramètres ou des changements de modèles.

### Others

Les expertises de ce type sont celles qui n'ont pas été classées dans une des cinq autres catégories. Elles totalisent à une reprise de 25,3 M€ à fin juin 2022.

### **Application de la nouvelle définition du défaut :**

Le groupe DIAC a finalisé en 2021 son projet de mise en conformité à la nouvelle définition du défaut en méthode avancée.

Les paramètres de provisionnement (probabilité de défaut, évaluation de la perte encourue en cas de défaut d'une contrepartie) sont établis aujourd'hui selon les modalités applicables au nouveau défaut (reconstitution des historiques de calcul, compteur de « days past due » adapté, etc.). Le paramètre de la perte encourue en cas de défaut d'une contrepartie est mis à jour en rythme mensuel depuis juin 2022.

### 3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2022 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 30 juin 2021.

Les états financiers du groupe DIAC arrêtés au 30 juin 2022 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 30 juin 2022 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2021.

#### A – Evolutions des principes comptables

##### ➤ Nouveaux textes d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2022

Le groupe DIAC applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2021.

Amendement IAS 16	Produits générés avant l'utilisation prévue
Amendement IFRS 3	Mise à jour de la référence au cadre conceptuel
Amendement IAS 37	Coûts à prendre en compte pour déterminer si le contrat est déficitaire
Améliorations annuelles (cycle 2018-2020)	Processus annuel d'amélioration des normes

L'application des autres normes et amendements à compter du 1er janvier 2022 est sans effet significatif sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2022.

##### ➤ Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le Groupe

Amendement IAS 1	Information sur les méthodes comptables significatives	1er janvier 2023
Amendement IAS 8	Définition des estimations comptables	1er janvier 2023

Le Groupe est en train d'analyser les impacts potentiels. Le Groupe n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur comptes consolidés du fait de l'application des amendements à IAS 1 et IAS 8.

##### ➤ Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Amendement IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants.	1er janvier 2023
Amendement IAS 12	Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction	1er janvier 2023

Le Groupe est en train d'analyser les impacts potentiels mais à ce stade n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

##### ➤ Interprétation de l'IFRIC relative aux coûts de configuration et personnalisation d'un contrat de type SaaS pour un logiciel (IAS 38)

Concernant l'interprétation de l'IFRIC d'avril 2021, relative à la comptabilisation des coûts de configuration et personnalisation d'un contrat de type SaaS pour un logiciel, aucun impact significatif n'a cependant été identifié à ce stade.

## B. Estimations et jugements

Compte tenu du contexte d'arrêt particulier et des impacts liés à la Covid-19, les modifications apportées aux jugements et hypothèses à décembre 2021 ont été maintenues au 30 juin 2022 :

- **Le Forward-looking** (maintien de l'expertise sectorielle, voir le paragraphe « Coût du risque »)
- **Les modèles d'estimation des provisions** :  
Les modèles d'estimation n'ont pas été adaptés.

Les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2022 sont donc identiques à celles détaillées dans les comptes annuels 2021.

## C. Changements de présentation

Au 30 juin 2022, il n'y a pas à noter de changement de présentation par rapport à l'année précédente.

# 4. ADAPTATION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, le groupe Mobilize Financial Services, qui assure la plus grande partie du refinancement du groupe DIAC, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

### Liquidité

La liquidité du groupe DIAC est gérée en central par le groupe Mobilize Financial Services.

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de durée.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité du groupe Mobilize Financial Services prend en compte les recommandations de l'EBA relative à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le comité des risques du Conseil d'Administration.
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.
- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politiques monétaire de la BCE, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité Financier.
- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du Groupe est principalement assuré par la Trésorerie Groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.
- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de pertes ou d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et sont sujettes à des back-testings réguliers.
- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de

liquidité.

### **Risque au titre de l'activité de crédit**

Suite à une année 2021 marquée par la pandémie du Covid-19 et l'adaptation des processus d'acceptation et de recouvrement au contexte particulier, où il a été également organisé et planifié la fin des reports d'échéance pour accompagner nos clients dans la poursuite du paiement de leur échéances de crédit et les aider à traverser cette période difficile, le 1er semestre 2022 a connu une certaine stabilité des processus.

La mise en place de ces actions a permis de stabiliser la qualité de portefeuille crédit en 2022 (2,76% des encours clientèles en défaut en juin 2022 contre 2,87% à décembre 2021) suite à une baisse de 2,5% des encours en défaut observée sur l'année 2022.

De plus, en matière de politique d'octroi de crédit, les dispositifs 2021 ont été dans la plupart des cas reconduits sur le 1er semestre 2022. Ils ont visé à conserver les critères d'acceptation de sorte à maintenir une qualité de crédit à la production compatible avec les exigences en matière d'appétit au risque. Des études et actions sont en cours afin d'adapter les critères d'octroi au contexte d'inflation élevée.

Enfin, des ajustements hors modèles ont été retenus. Ils couvrent en particulier, lorsqu'une aggravation du risque de crédit apparaît possible, des expositions ayant bénéficié de périodes sensibles de moratoires en 2020 – 2021. L'approche visant à systématiser l'identification et le traitement des clients fragiles reste une démarche de fond.

DIAC conserve l'objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et ses cibles de rentabilité.

### **Rentabilité**

Le groupe Mobilize Financial Services revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

### **Gouvernance**

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Le comité de gestion du groupe DIAC suit également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

### **Exposition au risque de crédit non commercial**

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés.

Ces opérations sont très majoritairement réalisées auprès de la maison mère RCI Banque S.A. Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux des opérations de titrisation par des produits dérivés font l'objet de technique de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états, ou supranationaux (la durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an au 30.06.2022).

## 5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

### Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2022
Encours productif moyen	11 624	2 315		13 939
Produit net bancaire	191	20		211
Résultat brut d'exploitation	98	14		112
Résultat d'exploitation	60	14		74
Résultat avant impôts	60	14		74

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2021
Encours productif moyen	11 385	3 045		14 430
Produit net bancaire	167	24		191
Résultat brut d'exploitation	83	17		100
Résultat d'exploitation	67	19		86
Résultat avant impôts	66	20		86

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2021
Encours productif moyen	11 451	2 828		14 279
Produit net bancaire	348	47		395
Résultat brut d'exploitation	190	35		225
Résultat d'exploitation	167	42		209
Résultat avant impôts	168	41		209

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe DIAC provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe DIAC tels que présentés aux notes 3 et 4 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

#### 1.2 - Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du groupe DIAC est réalisée en France.



**Note 2 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit**

En millions d'euros	06/2022	12/2021
<b>Créances à vue sur les établissements de crédit</b>	<b>399</b>	<b>387</b>
Comptes ordinaires débiteurs	399	387
<b>Créances à terme sur les établissements de crédit</b>	<b>3 811</b>	<b>3 900</b>
Comptes et prêts à terme sains	3 810	3 899
Créances rattachées	1	1
<b>Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)</b>	<b>4 210</b>	<b>4 287</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>3 864</i>	<i>4 003</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 340 millions d'euros au 30 juin 2022 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

**Note 3 : Opérations avec la clientèle et assimilées**

En millions d'euros	06/2022	12/2021
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>15 583</b>	<b>14 937</b>
Opérations avec la clientèle	6 136	5 531
Opérations de location financière	9 447	9 406
<b>Opérations de location opérationnelle</b>	<b>494</b>	<b>534</b>
<b>Total opérations avec la clientèle et assimilées</b>	<b>16 077</b>	<b>15 471</b>

La valeur brute des encours restructurés, suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 94,7 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 97,4 millions d'euros au 31 décembre 2021. Elle est dépréciée à hauteur de 30,6 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 32,6 millions d'euros au 31 décembre 2021.

## 3.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2022	12/2021
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>6 153</b>	<b>5 536</b>
Affacturation sain	248	84
Affacturation dégradé depuis l'origination	15	9
Autres crédits à la clientèle saines	5 443	4 986
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	175	191
Comptes ordinaires débiteurs sains	148	144
Créances en défaut	124	122
<b>Créances rattachées sur clientèle</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Autres crédits à la clientèle en non défaut	3	3
<b>Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle</b>	<b>119</b>	<b>114</b>
Etalement des frais de dossiers et divers	(9)	(15)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(9)	(8)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	137	137
<b>Dépréciation des créances sur la clientèle</b>	<b>(139)</b>	<b>(122)</b>
Dépréciation sur créances saines	(26)	(23)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(15)	(11)
Dépréciation des créances en défaut	(98)	(88)
<b>Total net des créances sur la clientèle</b>	<b>6 136</b>	<b>5 531</b>

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturation résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

## 3.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2022	12/2021
<b>Créances sur opérations de location financière</b>	<b>9 461</b>	<b>9 430</b>
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	8 194	8 033
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 036	1 156
Créances en défaut	231	241
<b>Créances rattachées sur opérations de location financière</b>	<b>5</b>	<b>6</b>
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	5	6
<b>Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière</b>	<b>167</b>	<b>149</b>
Etalement des frais de dossiers et divers	63	75
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(134)	(155)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	238	229
<b>Dépréciation des créances sur opérations de location financière</b>	<b>(186)</b>	<b>(179)</b>
Dépréciation sur créances saines	(33)	(30)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(41)	(49)
Dépréciation des créances en défaut	(112)	(100)
<b>Total net des créances sur opérations de location financière</b>	<b>9 447</b>	<b>9 406</b>

**3.3 - Opérations de location opérationnelle**

En millions d'euros	06/2022	12/2021
<b>Immobilisations données en location</b>	<b>499</b>	<b>538</b>
Valeur brute des immobilisations données en location	825	836
Amortissements sur immobilisations données en location	(326)	(298)
<b>Créances sur opérations de location opérationnelle</b>	<b>9</b>	<b>8</b>
Créances saines et dégradées depuis l'origine	6	5
Créances en défaut	3	3
<b>Dépréciation des opérations de location opérationnelle</b>	<b>(14)</b>	<b>(12)</b>
Dépréciation des créances en défaut	(3)	(2)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(11)	(10)
<b>Total net des opérations de location opérationnelle</b>	<b>494</b>	<b>534</b>

## Note 4 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2022
<b>Valeur brute</b>	<b>12 849</b>	<b>3 407</b>	<b>160</b>	<b>16 416</b>
Créances saines	11 274	3 392	158	14 824
<i>En % du total des créances</i>	<i>87,7%</i>	<i>99,6%</i>	<i>98,8%</i>	<i>90,3%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	1 221	13		1 234
<i>En % du total des créances</i>	<i>9,5%</i>	<i>0,4%</i>		<i>7,5%</i>
Créances en défaut	354	2	2	358
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,8%</i>	<i>0,1%</i>	<i>1,3%</i>	<i>2,2%</i>
<b>Dépréciation</b>	<b>(319)</b>	<b>(18)</b>	<b>(2)</b>	<b>(339)</b>
Dépréciation créances saines	(54)	(15)	(1)	(70)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>16,9%</i>	<i>83,3%</i>	<i>50,0%</i>	<i>20,6%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(55)	(1)		(56)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>17,2%</i>	<i>5,6%</i>		<i>16,5%</i>
Dépréciation créances en défaut	(210)	(2)	(1)	(213)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>65,8%</i>	<i>11,1%</i>	<i>50,0%</i>	<i>62,8%</i>
<b>Taux de couverture</b>	<b>2,5%</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,3%</b>	<b>2,1%</b>
Créances saines	0,5%	0,4%	0,6%	0,5%
Créances dégradées depuis l'origination	4,5%	7,7%		4,5%
Créances en défaut	59,3%	100,0%	50,0%	59,5%
<b>Total des valeurs nettes (*)</b>	<b>12 530</b>	<b>3 389</b>	<b>158</b>	<b>16 077</b>
<i>(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>2</i>	<i>351</i>	<i>57</i>	<i>410</i>

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2021
<b>Valeur brute</b>	<b>12 654</b>	<b>2 977</b>	<b>153</b>	<b>15 784</b>
Créances saines	10 945	2 961	152	14 058
<i>En % du total des créances</i>	<i>86,5%</i>	<i>99,5%</i>	<i>99,3%</i>	<i>89,1%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	1 346	14		1 360
<i>En % du total des créances</i>	<i>10,6%</i>	<i>0,5%</i>		<i>8,6%</i>
Créances en défaut	363	2	1	366
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,9%</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,7%</i>	<i>2,3%</i>
<b>Dépréciation</b>	<b>(294)</b>	<b>(17)</b>	<b>(2)</b>	<b>(313)</b>
Dépréciation créances saines	(47)	(14)	(2)	(63)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>16,0%</i>	<i>82,4%</i>	<i>100,0%</i>	<i>20,1%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(59)	(1)		(60)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>20,1%</i>	<i>5,9%</i>		<i>19,2%</i>
Dépréciation créances en défaut	(188)	(2)		(190)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>63,9%</i>	<i>11,8%</i>		<i>60,7%</i>
<b>Taux de couverture</b>	<b>2,3%</b>	<b>0,6%</b>	<b>1,3%</b>	<b>2,0%</b>
Créances saines	0,4%	0,5%	1,3%	0,4%
Créances dégradées depuis l'origination	4,4%	7,1%		4,4%
Créances en défaut	51,8%	100,0%		51,9%
<b>Total des valeurs nettes (*)</b>	<b>12 360</b>	<b>2 960</b>	<b>151</b>	<b>15 471</b>
<i>(*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>12</i>	<i>266</i>	<i>69</i>	<i>347</i>

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le groupe Renault.

Sur l'activité clientèle, la mise à jour du paramètre de risque LGD en mai 2022 a contribué à une hausse des provisions de 41M€ (dont 23,6M€ sur le B3), ce qui explique en partie la hausse du taux de provisionnement du B3 à 59,3% contre 51,8% à fin décembre 2021).

#### Note 4.1 : Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2021	Augmentation (1)	Transfert (2)	Remboursements	Abandons	06/2022
Créances saines	14 058	10 937	(124)	(10 047)		14 824
Créances dégradées depuis l'origination	1 360		68	(194)		1 234
Créances en défaut	366		56	(43)	(21)	358
<b>Total opérations avec la clientèle (VB)</b>	<b>15 784</b>	<b>10 937</b>		<b>(10 284)</b>	<b>(21)</b>	<b>16 416</b>

(1) Augmentations = Nouvelle production

(2) Transfert = Changement de classification

#### Note 4.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2021	Augmentation (1)	Diminution (2)	Transfert (3)	Variations (4)	Autres (5)	06/2022
Dépréciation sur créances saines (*)	63	20	(17)		2	2	70
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	60	3	(2)		(5)		56
Dépréciation des créances en défaut	190	2	(15)		36		213
<b>Total dépréciations des opérations avec la clientèle</b>	<b>313</b>	<b>25</b>	<b>(34)</b>		<b>33</b>	<b>2</b>	<b>339</b>

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Transfert = Changement de classification

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL, Bucket...)

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

A noter : les mouvements en augmentation (1), en diminution (2), et variation (3) passent au compte de résultat dans des rubriques du Produit net bancaires ou du coût du risque.

Les autres mouvements (4)(5) ne sont que des variations bilantielles.

(\*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles pour un montant de 11,1 M€ contre 10M€ au 31/12/2021.

**Note 5 : Comptes de régularisation et actifs divers**

En millions d'euros	06/2022	12/2021
<b>Créances d'impôts et taxes fiscales</b>	<b>60</b>	<b>36</b>
Actifs d'impôts courants	3	3
Actifs d'impôts différés	1	3
Créances fiscales hors impôts courants	56	30
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>539</b>	<b>419</b>
Autres débiteurs divers	406	299
Comptes de régularisation actif	9	4
Valeurs reçues à l'encaissement	124	116
<b>Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)</b>	<b>599</b>	<b>455</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>313</i>	<i>183</i>

**Note 6 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre****6.1 - Dettes envers les établissements de crédit**

En millions d'euros	06/2022	12/2021
<b>Dettes à vue envers les établissements de crédit</b>	<b>385</b>	<b>414</b>
Comptes ordinaires créditeurs	145	302
Autres sommes dues	240	111
Dettes rattachées		1
<b>Dettes à terme envers les établissements de crédit</b>	<b>12 593</b>	<b>11 886</b>
Comptes et emprunts à terme	12 535	11 827
Dettes rattachées	58	59
<b>Total des dettes envers les établissements de crédit (*)</b>	<b>12 978</b>	<b>12 300</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>12 737</i>	<i>12 189</i>

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

## 6.2 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2022	12/2021
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>56</b>	<b>58</b>
Comptes ordinaires créditeurs	56	58
<b>Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées</b>	<b>26</b>	<b>24</b>
Autres sommes dues à la clientèle	13	8
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	13	16
<b>Total des dettes envers la clientèle (*)</b>	<b>82</b>	<b>82</b>

(\*) Dont entreprises liées

1

1

## 6.3 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2022	12/2021
<b>Titres de créances négociables (1)</b>	<b>55</b>	<b>170</b>
Certificats de dépôt	55	170
<b>Autres dettes représentées par un titre (2)</b>	<b>4 162</b>	<b>4 005</b>
Autres dettes représentées par un titre	4 161	4 004
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	1	1
<b>Total des dettes représentées par un titre (*)</b>	<b>4 217</b>	<b>4 175</b>

(\*) Dont entreprises liées

2 457

2 948

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par DIAC S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A.).

## Note 7 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2022	12/2021
<b>Dettes d'impôts et taxes fiscales</b>	<b>516</b>	<b>502</b>
Passifs d'impôts courants	9	4
Passifs d'impôts différés	503	495
Dettes fiscales hors impôts courants	4	3
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>512</b>	<b>622</b>
Dettes sociales	38	43
Autres créditeurs divers	153	169
Comptes de régularisation passif	200	206
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	114	201
Comptes d'encaissement	7	3
<b>Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)</b>	<b>1 028</b>	<b>1 124</b>

(\*) Dont entreprises liées

115

193

Le poste autres créditeurs divers, intègrent les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. De plus, les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues et les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer.

**Note 8 : Provisions**

En millions d'euros	12/2021	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2022
			Utilis é es	No n Utilis é es		
<b>Provisions sur opérations bancaires</b>	<b>18</b>	<b>5</b>		<b>(4)</b>		<b>19</b>
Provisions sur engagement par signature	8	5		(4)	(1)	8
Autres provisions	10				1	11
<b>Provisions sur opérations non bancaires</b>	<b>41</b>	<b>17</b>	<b>(5)</b>		<b>(10)</b>	<b>43</b>
Provisions pour engagements de retraite et ass.	32	2			(9)	25
Provisions pour restructurations	8	12	(4)			16
Provisions pour risques fiscaux et litiges	1				(1)	
Autres provisions		3	(1)			2
<b>Total des provisions</b>	<b>59</b>	<b>22</b>	<b>(5)</b>	<b>(4)</b>	<b>(10)</b>	<b>62</b>

(\*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC S.A. ou des sociétés du groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise

**Note 9 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie**

En millions d'euros	12/2021	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2022
			Utilis é es	No n Utilis é es		
<b>Dépréciations sur opérations bancaires</b>	<b>313</b>	<b>72</b>	<b>(38)</b>	<b>(10)</b>	<b>2</b>	<b>339</b>
Opérations avec la clientèle	313	72	(38)	(10)	2	339
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	<i>63</i>	<i>18</i>	<i>(5)</i>	<i>(8)</i>	<i>2</i>	<i>70</i>
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>60</i>	<i>13</i>	<i>(17)</i>			<i>56</i>
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	<i>190</i>	<i>41</i>	<i>(16)</i>	<i>(2)</i>		<i>213</i>
<b>Provisions sur opérations non bancaires</b>	<b>1</b>				<b>(1)</b>	
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	1				(1)	
<b>Provisions sur opérations bancaires</b>	<b>8</b>	<b>5</b>		<b>(4)</b>	<b>(1)</b>	<b>8</b>
Provisions sur engagement par signature	8	5		(4)	(1)	8
<b>Total couverture des risques de contreparties</b>	<b>322</b>	<b>77</b>	<b>(38)</b>	<b>(14)</b>		<b>347</b>

(\*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 4.



**Note 10 : Dettes subordonnées**

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Titres participatifs	15	17
<b>Total des dettes subordonnées</b>	<b>15</b>	<b>17</b>

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par DIAC S.A. pour un montant de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60% du TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

**Note 11 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir**

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2022
<b>Actifs financiers</b>	<b>5 045</b>	<b>5 629</b>	<b>9 093</b>	<b>26</b>	<b>19 793</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 249	458	2 503		4 210
Prêts et créances sur la clientèle	3 796	5 171	6 590	26	15 583
<b>Passifs financiers</b>	<b>3 584</b>	<b>4 233</b>	<b>9 460</b>	<b>15</b>	<b>17 292</b>
Dettes envers les établissements de crédit	3 313	4 039	5 626		12 978
Dettes envers la clientèle	82				82
Dettes représentées par un titre	189	194	3 834		4 217
Dettes subordonnées				15	15

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2021
<b>Actifs financiers</b>	<b>4 751</b>	<b>5 860</b>	<b>8 589</b>	<b>24</b>	<b>19 224</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 319	804	2 164		4 287
Prêts et créances sur la clientèle	3 432	5 056	6 425	24	14 937
<b>Passifs financiers</b>	<b>3 079</b>	<b>4 730</b>	<b>8 748</b>	<b>17</b>	<b>16 574</b>
Dettes envers les établissements de crédit	2 770	4 258	5 272		12 300
Dettes envers la clientèle	82				82
Dettes représentées par un titre	227	472	3 476		4 175
Dettes subordonnées				17	17

**Note 12 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13)  
et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur**

En millions d'euros - 30/06/2022	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
<b>Actifs financiers</b>	<b>19 793</b>		<b>4 210</b>	<b>15 517</b>	<b>19 727</b>	<b>(66)</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 210		4 210		4 210	
Prêts et créances sur la clientèle	15 583			15 517	15 517	(66)
<b>Passifs financiers</b>	<b>17 292</b>	<b>15</b>	<b>17 146</b>		<b>17 161</b>	<b>131</b>
Dettes envers les établissements de crédit	12 978		12 847		12 847	131
Dettes envers la clientèle	82		82		82	
Dettes représentées par un titre	4 217		4 217		4 217	
Dettes subordonnées	15	15			15	

(\*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en ci-dessous.

En millions d'euros - 31/12/2021	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
<b>Actifs financiers</b>	<b>19 224</b>		<b>4 287</b>	<b>14 927</b>	<b>19 214</b>	<b>(10)</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 287		4 287		4 287	
Prêts et créances sur la clientèle	14 937			14 927	14 927	(10)
<b>Passifs financiers</b>	<b>16 574</b>	<b>17</b>	<b>16 636</b>		<b>16 653</b>	<b>(79)</b>
Dettes envers les établissements de crédit	12 300		12 379		12 379	(79)
Dettes envers la clientèle	82		82		82	
Dettes représentées par un titre	4 175		4 175		4 175	
Dettes subordonnées	17	17			17	

(\*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

### Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de

valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe DIAC ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

**Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :**

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par DIAC au 31 décembre 2021 et au 30 juin 2022 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2021 et au 30 juin 2022.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à DIAC au 31 décembre 2021 et au 30 juin 2022 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de DIAC des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

**Note 13 : Accords de compensation et autres engagements similaires**

**Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers**

En millions d'euros - 30/06/2022	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
<b>Actifs</b>	<b>358</b>		<b>358</b>		<b>358</b>		
Créances de financements Réseau (1)	358		358		358		

En millions d'euros - 31/12/2021	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
<b>Actifs</b>	<b>269</b>		<b>269</b>		<b>269</b>		
Créances de financements Réseau (1)	269		269		269		

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspond pour 358 M€ à celles du groupe Renault Retail Groupe en 2022, contre 269 M€ à fin décembre 2021. Leurs expositions sont couvertes à hauteur de 358 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault au groupe Mobilize Financial Services.

**Note 14 : Engagements donnés**

En millions d'euros	06/2022	12/2021
<b>Engagements de financement</b>	<b>2 137</b>	<b>1 499</b>
Engagements en faveur de la clientèle	2 137	1 499
<b>Autres engagements donnés</b>		<b>1</b>
Engagements sur locations mobilières et immobilières		1
<b>Total des engagements donnés</b>	<b>2 137</b>	<b>1 500</b>

**Note 15 : Engagements reçus**

En millions d'euros	06/2022	12/2021
Engagements reçus d'établissements de crédit	10	10
Engagements reçus de la clientèle	625	556
Engagements de reprise reçus	7 350	6 932
<b>Total des engagements reçus (*)</b>	<b>7 985</b>	<b>7 498</b>

(\*) Dont entreprises liées

4 487

4 344

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière

**Garanties et collatéraux**

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe DIAC mène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

**Note 16 : Intérêts et produits assimilés**

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>328</b>	<b>325</b>	<b>654</b>
Opérations avec les établissements de crédit	16	15	32
Opérations avec la clientèle	78	88	171
Opérations de location financière	225	215	437
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	3	2	4
Intérêts courus et échus des instruments financiers	6	5	10
<b>Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires</b>	<b>(115)</b>	<b>(110)</b>	<b>(224)</b>
Opérations avec la clientèle	(44)	(42)	(86)
Opérations de location financière	(71)	(68)	(138)
<b>Total des intérêts et produits assimilés (*)</b>	<b>213</b>	<b>215</b>	<b>430</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>68</i>	<i>82</i>	<i>160</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

**Note 17 : Intérêts et charges assimilées**

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
Opérations avec les établissements de crédit	(80)	(86)	(162)
Charges sur dettes représentées par un titre	(20)	(18)	(34)
Autres intérêts et charges assimilées			(1)
<b>Total des intérêts et charges assimilées (*)</b>	<b>(100)</b>	<b>(104)</b>	<b>(197)</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(87)</i>	<i>(93)</i>	<i>(178)</i>

**Note 18 : Commissions**

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
<b>Produits sur commissions</b>	<b>186</b>	<b>173</b>	<b>348</b>
Commissions sur activités de services	36	39	73
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	63	53	114
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	60	56	111
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	27	25	50
<b>Charges sur commissions</b>	<b>(94)</b>	<b>(95)</b>	<b>(186)</b>
Commissions	(1)	(1)	(4)
Commissions sur les activités de services	(37)	(39)	(70)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(4)		
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(41)	(39)	(81)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(11)	(16)	(31)
<b>Total des commissions nettes (*)</b>	<b>92</b>	<b>78</b>	<b>162</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>34</i>	<i>32</i>	<i>67</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

**Note 19 : Produits et charges nets des autres activités**

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>93</b>	<b>105</b>	<b>209</b>
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	43	47	101
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	1	1	2
Opérations de location opérationnelle	49	49	98
Autres produits d'exploitation bancaire	1	9	10
dont reprise de provisions pour risques bancaires		7	7
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>(89)</b>	<b>(101)</b>	<b>(207)</b>
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(40)	(40)	(77)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(3)	(2)	(4)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(6)	(1)	(17)
Opérations de location opérationnelle	(39)	(39)	(79)
Autres charges d'exploitation bancaire	(4)	(21)	(34)
dont dotation aux provisions pour risques bancaires		(3)	(5)
<b>Autres produits et charges d'exploitation</b>			<b>1</b>
Autres produits d'exploitation		5	11
Autres charges d'exploitation		(5)	(10)
<b>Total des produits et charges nets des autres activités (*)</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>3</b>

(\*) Dont entreprises liées

(1)

1

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 18.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

**Note 20 : Charges générales d'exploitation et des effectifs**

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
<b>Frais de personnel</b>	<b>(66)</b>	<b>(50)</b>	<b>(101)</b>
Rémunération du personnel	(18)	(19)	(41)
Charges de retraites et assimilées	(8)	(5)	(5)
Autres charges sociales	(23)	(23)	(47)
Autres charges de personnel	(17)	(3)	(8)
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>(30)</b>	<b>(38)</b>	<b>(62)</b>
Impôts et taxes hors IS	(12)	(12)	(12)
Loyers	(1)	(1)	(3)
Autres frais administratifs	(17)	(25)	(47)
<b>Total des charges générales d'exploitation (*)</b>	<b>(96)</b>	<b>(88)</b>	<b>(163)</b>

(\*) Dont entreprises liées

44

34

70

Effectif moyen en nombre	06/2022	06/2021	12/2021
Financements et services en France	1 795	1 731	1 750
<b>Total Groupe Diac</b>	<b>1 795</b>	<b>1 731</b>	<b>1 750</b>

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration, aux dotations et reprises sur Compte Epargne Temps (CET) et pour risques liés au personnel.

### Note 21 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
<b>Coût du risque sur financement clientèle</b>	<b>(37)</b>	<b>(16)</b>	<b>(23)</b>
Dotations pour dépréciation	(70)	(131)	(239)
Reprises de dépréciation	48	132	251
Pertes sur créances irrécouvrables	(21)	(25)	(51)
Récupérations sur créances amorties	6	8	16
<b>Coût du risque sur financement des Réseaux</b>	<b>(1)</b>	<b>2</b>	<b>7</b>
Dotations pour dépréciation	(3)	(1)	(2)
Reprises de dépréciation	2	3	9
<b>Total du coût du risque</b>	<b>(38)</b>	<b>(14)</b>	<b>(16)</b>

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Le coût du risque sur financement clientèle augmente de 21 M€ principalement lié à la mise à jour des paramètres de pertes en cas de défaut (Loss Given Default – LGD) IFRS9. Comme indiqué en point 2 (fait marquant – Coût du risque), les LGD de juin 2021 prenaient en compte des performances de recouvrement exceptionnelles post-covid alors que les LGD de juin 2022 ont été calculé sur des performances de recouvrement sans élément exceptionnel.

Sur l'activité Réseaux (financement des concessionnaires), le coût du risque affiche une dotation de provisions de 1M€.



**Note 22 : Impôts sur les bénéfices**

En millions d'euros	06/2022	06/2021	12/2021
<b>Impôts exigibles</b>	<b>(24)</b>	<b>(21)</b>	<b>(41)</b>
Impôts courants sur les bénéfices	(24)	(21)	(41)
<b>Impôts différés</b>	<b>(9)</b>	<b>(21)</b>	<b>(53)</b>
Impôts différés	(9)	(21)	(53)
<b>Total de la charge d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>(33)</b>	<b>(42)</b>	<b>(94)</b>

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 45,22% au 30 juin 2022 contre 46,94% au 30 juin 2021 et 46,79% au 31 décembre 2021.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Le montant de CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à 1M€.

**Note 23 : Evènements postérieurs à la clôture**

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 30 juin 2022 n'est intervenu entre la date de clôture et le 29 juillet 2022, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.